

| | |
|---------------------|---|
| Zeitschrift: | Traverse : Zeitschrift für Geschichte = Revue d'histoire |
| Herausgeber: | [s.n.] |
| Band: | 31 (2024) |
| Heft: | 1: Natur = Nature |
| Artikel: | L'histoire des luttes environnementales dans les collections des archives contestataires |
| Autor: | Deshusses, Frédéric |
| DOI: | https://doi.org/10.5169/seals-1055470 |

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 13.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

L'histoire des luttes environnementales dans les collections des Archives contestataires

Frédéric Deshusses

Fondées en 2007, les Archives contestataires se sont donné pour objectif de collecter, conserver et valoriser les archives des mouvements sociaux de la seconde moitié du XX^e siècle en Suisse romande. Aujourd’hui, l’association conserve pas loin de 800 boîtes d’archives, plusieurs centaines de titres de périodiques et un millier de brochures qui couvrent l’ensemble des mouvements sociaux apparus en Suisse romande dans le sillage de Mai 68: luttes ouvrières, féminisme, mouvements contre le statut de saisonnier et bien entendu luttes environnementales. Les archives conservées, dont l’essentiel est désormais inventorié, peuvent être consultées aussi bien par des chercheuses et des chercheurs des différentes disciplines des sciences sociales que par un public intéressé. La collecte est toujours en cours et les Archives contestataires sont régulièrement sollicitées par des militantes et des militants ayant conservé des traces documentaires de leurs activités ou par des groupes qui souhaitent mettre à disposition leurs archives historiques. Chaque année, l’association développe un programme de valorisation à destination du grand public et centré sur une thématique présente dans les collections. En lien avec le thème des Journées suisses d’histoire, le programme de valorisation 2022 a été intitulé «Écologies, quelles histoires?». Il s’agissait d’explorer l’existence d’archives illustrant les différentes facettes des luttes environnementales: variété des objets de lutte et diversité des moyens d’action.

Ce programme de valorisation a permis de faire le point sur la présence des luttes environnementales dans les collections des Archives contestataires et sur les efforts de collecte qui restent à réaliser dans ce domaine. Cet article résume les éléments saillants qui se sont dégagés de cette réflexion. Il présente quelques exemples du matériel conservé qui s’articule autour de deux axes thématiques: les luttes antinucléaires tout d’abord et les luttes contre la densification de la ville ensuite. Passer en revue les composantes des luttes environnementales et les traces archivistiques qu’elles ont laissées permet d’identifier des problématiques qui pourraient être développées à partir de ces archives. La nécessité d’une collecte plus systématique des archives des luttes environnementales est évoquée en conclusion.

Échapper à la catastrophe: les luttes antinucléaires

Les auteurs de l'*Introduction à l'histoire environnementale* soulignent que «la catastrophe nucléaire sert de matrice à la figure de la crise écologique, contribuant à fonder le lien identitaire entre écologie et rejet du nucléaire».¹ Ce caractère paradigmatic donne une place centrale aux mouvements antinucléaires dans les luttes environnementales.

En Suisse, le mouvement antinucléaire a constitué un mouvement d'ampleur, inscrit dans la durée.² L'opposition à la construction de centrales nucléaires fait partie des mobilisations les plus massives enregistrées en Suisse dans la seconde moitié du XX^e siècle.³ Reflet de cette importance dans le mouvement social, les luttes antinucléaires tiennent une place importante dans les collections des Archives contestataires.

Pour la période antérieure à 1980, ce sont essentiellement des publications produites par les différents mouvements romands (journaux et tracts essentiellement) qui sont conservées. En effet, si on peut caractériser un mouvement antinucléaire sur la base de ses objectifs, il faut constater qu'il est constitué de nombreux courants dont les divergences – portant principalement sur des questions tactiques – s'expriment dans des journaux comme *Le Neutron libéré* (1973–1978), *Légitime défense* (1977–1979) ou encore *L'Anicroche* (1979–1984), qui paraissent une à deux fois par an. Ces journaux s'inscrivent dans le mouvement contre l'implantation d'une centrale nucléaire à Verbois dans le canton de Genève. Ils reflètent la multiplicité des groupes impliqués dans une organisation faîtière, le Comité contre Verbois nucléaire (CCVN). Ce mouvement, basé à Genève mais déployant des liens avec le reste de la Suisse romande, est beaucoup moins étudié que le mouvement qui se développe au même moment en Suisse alémanique contre la construction de la centrale nucléaire de Kaiseraugst.⁴

Les années 1985–1986 constituent un moment de rupture dans le mouvement antinucléaire genevois. D'une part, le projet de Verbois est abandonné et un article constitutionnel voté en 1986 oblige l'exécutif cantonal à s'opposer à tout projet de centrale nucléaire sur le territoire du canton. D'autre part, le surgénérateur de Crey-Malville, situé en France à une quarantaine de kilomètres de Genève, entre en fonction après avoir suscité de vives oppositions, à Genève et en France, tout au long des années 1970.

Pour la période postérieure à 1985, l'association Contratōm a versé ses archives historiques en 2011⁵ et un ensemble lacunaire d'archives de l'association Sortir du nucléaire (fondée en 1990)⁶ a été déposé en 2016. Contratōm anime une opposition au surgénérateur dans la rue comme en témoignent les nombreuses affiches d'appel à manifestations. Au-delà de cet objectif local, Contratōm cherche également à faire connaître les dégâts causés par l'industrie nucléaire partout dans

le monde. Sortir du nucléaire, quant à elle, a recours à un registre d'actions plus institutionnelles, en se concentrant sur les outils de la démocratie directe et les campagnes de votation. Les documents conservés renseignent ainsi sur la préparation des campagnes de récolte de signatures, puis de votation, ainsi que sur leur financement. Il convient de rappeler que le corps électoral suisse a été fréquemment appelé à se prononcer sur des objets liés à l'énergie nucléaire. Au niveau fédéral, la première votation a lieu en 1957, puis en 1979, 1984, 1990 et enfin en 2003 et 2016. Cet usage de la démocratie directe constitue une spécificité du mouvement antinucléaire suisse.

Les archives personnelles de Lucile Hanouz et de Pierre Lehmann, versées en 2021 et 2022, permettent d'éclairer d'autres aspects des luttes antinucléaires. Hanouz et Lehmann figurent tous deux parmi les coauteurs de *La Quadrature du CERN*, un ouvrage critique des recherches menées dans le laboratoire européen de recherche nucléaire.⁷

Lucile Hanouz habite dans le Pays de Gex (France) où le Centre européen de recherches nucléaires déploie ses infrastructures et en particulier les anneaux de ses accélérateurs de particules. Syndicaliste à la CFDT, elle recueille les doléances des travailleuses et des travailleurs que le CERN emploie indirectement. L'organisation internationale recourt en effet, comme c'est souvent le cas dans l'industrie nucléaire, à la sous-traitance pour toutes les activités qui ne relèvent pas de la recherche scientifique: nettoyage, construction, entretien, etc. Les archives de Lucile Hanouz documentent plusieurs cas de contamination de salariés de sous-traitants du CERN. Les dossiers réunis dans le cadre de ce travail syndical montrent le labyrinthe administratif dans lequel sont jetés les travailleurs qui entendent faire constater une maladie professionnelle. À la dissolution des responsabilités liée à la sous-traitance s'ajoute en effet le statut d'organisation internationale dont bénéficie le centre de recherche. Le fonds Hanouz contient également une vaste documentation relative à l'action d'associations environnementalistes du Pays de Gex contre l'urbanisation de ce secteur frontalier de Genève et contre l'expansion des installations souterraines du CERN.

Également coauteur de *La Quadrature du CERN* et ingénieur en physique, Pierre Lehmann a tout d'abord travaillé pour les industries nucléaire et pétrolière. Sous l'influence des écrits du philosophe critique de la société industrielle Ivan Illich⁸ ou du physicien Hans Primas,⁹ il décide de renoncer à exercer dans l'industrie et fonde un des premiers bureaux d'études spécialisés dans l'environnement en Suisse, le SEDE (Société d'étude de l'environnement, 1971). Si les archives Lehmann documentent peu le travail du bureau SEDE, elles font une large part à son activité de propagandiste: nombreux brouillons d'articles destinés à diverses publications spécialisées, courriers de lecteurs à la presse généraliste, correspondance soutenue avec les autorités politiques et administratives ainsi qu'avec des

collègues ingénieurs et scientifiques. La documentation versée illustre également l’engagement de Lehmann dans les campagnes en faveur des diverses initiatives antinucléaires qui jalonnent les années 1990: *Sortir du nucléaire* et *Moratoire de 10 ans sur la construction de nouvelles centrales* (1990), puis *Sortir du nucléaire* et *Moratoire plus* (2003). Enfin, une importante série est constituée par la documentation accumulée pour l’écriture de *La Quadrature du CERN* ainsi que la correspondance à laquelle la publication de cet ouvrage a donné lieu.

À travers ces différents ensembles documentaires se dessinent des approches possibles des multiples composantes du mouvement antinucléaire en Suisse romande dont beaucoup n’ont pas encore été abordées dans la littérature pourtant déjà riche sur le mouvement. En effet, les contributions majeures sur le mouvement antinucléaire suisse ont été publiées dans les années 1980¹⁰ et même les contributions plus récentes restent focalisées sur les mouvements des années 1970.¹¹ Or, comme indiqué ci-dessus, la fin des années 1980 a constitué, notamment en raison du choc qu’a représenté la catastrophe de Tchernobyl en 1986, un tournant pour le mouvement. Des travaux pionniers pourraient donc être entrepris sur la deuxième vague du mouvement antinucléaire.

Négocier l’usage de l’espace: les luttes contre la densification de la ville

Plusieurs mouvements de quartier genevois dont les archives sont conservées aux Archives contestataires se sont attachés à la sauvegarde de zones de verdure et d’espaces non bâties dans un contexte de densification urbaine qui marque les Trente Glorieuses. C’est le cas du mouvement de quartier des Eaux-Vives (1970–1975) qui fait de la préservation d’un cèdre le pivot politique et l’emblème graphique de son action.¹² De même, le mouvement de quartier de Plainpalais, qui se déploie dans la même période, se structure-t-il autour du refus de la densification du réseau routier et de la lutte pour la préservation d’un espace arboré au cœur du quartier.¹³ Dans ces deux cas, l’argumentation mobilisée est celle de la préservation d’espaces libres de constructions qui se lie à la dénonciation des hausses de loyers et des profits des propriétaires immobiliers.

Le mouvement de quartier des Grottes (Genève), enfin, pour lequel d’abondantes archives ont été versées,¹⁴ pourrait être inscrit dans des problématiques d’histoire environnementale. Il s’agissait de s’opposer à une vaste opération de transformation d’un secteur voisin de la gare en un quartier de prestige avec une place centrale pour la circulation automobile.¹⁵ Cette opération est planifiée par la Ville de Genève dès le début des années 1970. Le mouvement se développe d’abord, dès 1975, autour de la revendication du maintien d’un



Fig. 1: Comité action transport et al., «L'État abat, nous reboisons», sérigraphie, 29 x 42 cm, Genève, Archives contestataires, affiche 148.

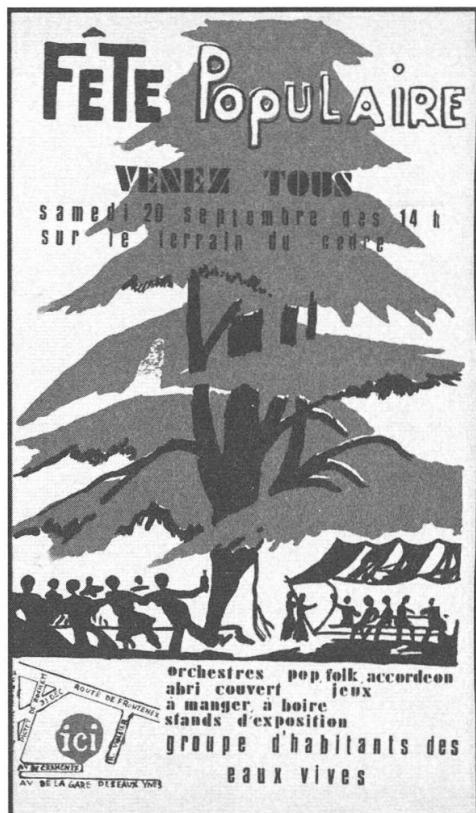


Fig. 2: Affiche pour la défense du cèdre des Eaux-Vives. Groupe d'habitants des Eaux-Vives, «Fête populaire», sérigraphie, 36 x 64 cm, Genève, ca. 1974, Archives contestataires, affiche 174.

espace forestier non aménagé. Il s'élargit ensuite avec l'appui de groupes politiques. Une contribution décisive à la lutte sera apportée par des enseignants et des étudiants de l'École d'architecture de l'Université de Genève qui élaborent une méthode permettant de classer les bâtiments du quartier selon les possibilités de les rénover au lieu de les détruire.¹⁶ Cette intervention experte, suscitée par le mouvement et ses appuis politiques dont les architectes sont souvent parties prenantes, vient modifier le contenu du programme modernisateur porté par les autorités municipales. Le quartier est bien modernisé dès 1980, mais dans le sens inattendu d'une amélioration des conditions d'habitats sans intervention architecturale majeure et en limitant l'emprise de la circulation automobile.

Dans une perspective très différente de celle d'une histoire des mouvements antinucléaires, ces différents fonds d'archives montrent que les luttes contre la densification de la ville permettent de «mettre à distance la geste modernisatrice»¹⁷

en indiquant à la fois les oppositions que rencontre la densification urbaine et des voies alternatives que peuvent suivre les processus de modernisation.

Une collecte à systématiser

Ces quelques exemples d'ensembles documentaires conservés aux Archives contestataires et susceptibles de s'inscrire dans des travaux d'histoire environnementale donnent une idée de ce qui est possible en l'état de la collecte. Il n'en reste pas moins qu'un effort particulier mériterait d'être fait dans le sens d'une collecte plus systématique.

Au cours d'une soirée débat organisée dans le cadre du programme de valorisation «Écologies: quelles histoires?», l'historienne Tiphaine Robert constatait que certains fonds d'archives relatifs aux oppositions aux infrastructures routières sont encore entre les mains de leurs producteurs, ce qui peut poser des difficultés d'accès et de préservation des documents. D'autres fonds, s'ils existent, sont encore complètement absents, notamment ceux d'organisations constituées à la fin des années 1960: Centre d'information et de liaison sur les alternatives écologiques (Ciale), Section suisse de l'Institut de la vie, Groupe 2002, par exemple. Ces entités, actives en Suisse romande autour de 1968, ont développé les premiers discours écologistes en lien avec l'émergence de la Nouvelle gauche.

S'agissant d'une période plus récente, à l'exception de quelques dossiers dans des fonds de militantes et de militants, on ne dispose d'aucune documentation produite par le comité en faveur de l'Initiative populaire fédérale Ville-campagne contre la spéculation foncière (déposée en 1983 et rejetée en 1988) qui a pourtant constitué une tentative de réforme de la planification du territoire et qui présente l'intérêt d'articuler la question typiquement urbaine de la crise du logement et celle de la transformation de l'agriculture.¹⁸

Les Journées suisses d'histoire 2022 ont montré l'importance de l'histoire environnementale dans l'historiographie actuelle et plusieurs panels ont souligné le rôle des luttes environnementales pour nuancer et questionner les «récits de progrès et de déclin».¹⁹ Il faut désormais systématiser la collecte en identifiant les producteurs et en repérant les fonds d'archives en danger pour en assurer la conservation à long terme et l'accès aux chercheuses et aux chercheurs.

À cette fin, les Archives contestataires se tiennent à la disposition des chercheuses et des chercheurs qui, au cours de leurs travaux, ont l'occasion d'entrer en contact avec des archives de luttes environnementales encore entre les mains des groupes producteurs ou conservées par des militantes et des militants qui ont effectué un travail d'archivage intermédiaire. L'association est en mesure de proposer des modalités de don ou de dépôt et de prendre en charge la col-

lecte, l'inventaire et la mise à disposition des archives récoltées. Un soutien financier spécifique peut également être recherché avec l'aide de l'association, par exemple lorsque des mesures de préservation urgentes doivent être prises pour conserver du matériel audiovisuel. L'expérience des archives des groupes marxistes-léninistes, que les Archives contestataires ont pu collecter il y a une dizaine d'années dans le sillage des investigations de Nuno Pereira sur ces organisations,²⁰ montre que c'est souvent dans le cadre d'enquêtes historiques sur des mouvements que l'existence d'archives se révèle.

Notes

- 1 Jean-Baptiste Fressoz et al., *Introduction à l'histoire environnementale*, Paris 2014, 51.
- 2 Sur la première vague de ce mouvement: Hadrien Buclin, «Une brèche dans la défense nationale? Le Mouvement suisse contre l'armement atomique (années 1950–1960)», *Le Mouvement Social* 264/3 (2018), 75–91; Frédéric Joye-Cagnard, Bruno J. Strasser, «Énergie atomique, guerre froide et neutralité. La Suisse et le plan Atomes pour la Paix, 1945–1957», *traverse* 16/2 (2009), 37–53.
- 3 Jean-Claude Favez, Ladislas Mysyrowicz, *Le nucléaire en Suisse. Jalons pour une histoire difficile*, Lausanne 1987.
- 4 Sur le mouvement genevois, on dispose du travail de Pierre-Jean Hess, *Le mouvement anti-nucléaire à Genève, 1971–1981*, Genève 1984. Sur Kaiseraugst, il existe un travail récent et très complet, David Häni, *Kaiseraugst besetzt! Die Bewegung gegen das Atomkraftwerk*, Bâle 2018.
- 5 Archives contestataires (AC), Fonds 13 Contratom, 52 boîtes et 38 affiches.
- 6 AC, Fonds 31 Sortir du nucléaire, en cours de traitement.
- 7 AC, respectivement fonds 114 Pierre Lehmann, 7 boîtes, et 91 Lucile Hanouz, en cours de traitement. Jacques Grinevald et al., *La Quadrature du CERN*, Lausanne 1984.
- 8 Ivan Illich, *Énergie et équité*, Paris 1973.
- 9 Hans Primas, «Umdenken in der Naturwissenschaft», *GAIA* 1/1 (1992), 5–15. Un commentaire de Lehmann sur ce texte: «Le scientisme contre la créativité», *L'essor*, décembre 2009.
- 10 Hanspeter Kriesi, *AKW-Gegner in der Schweiz. Eine Fallstudie zum Aufbau des Widerstands gegen das geplante AKW in Graben*, Diessenhofen 1982; Favez/Mysyrowicz (voir note 3).
- 11 Häni (voir note 4).
- 12 AC, Fonds 72 Groupe d'habitants des Eaux-Vives, 8 boîtes.
- 13 AC, Fonds 46 Gunter et Isaline Krichel, 4 boîtes.
- 14 AC, Fonds 15 Action populaire aux Grottes, 89 Philippe Gfeller et 101 Rémy Pagani, respectivement 6 et 10 boîtes.
- 15 Philippe Gfeller, *Place des Grottes*, Lausanne 2012.
- 16 Daniel Marco, «Quartier des Grottes et École d'architecture», in Daniel Marco (éd.), *Espace urbain et société. Écrits 1970–2009*, Genève 2017, 36–42.
- 17 Céline Pessis, Sezin Topçu, Christophe Bonneuil, *Une autre histoire des «Trente Glorieuses». Modernisation, contestations et pollutions dans la France d'après-guerre*, Paris 2013, 15.
- 18 Il existe un dossier sur cette initiative dans: AC, Fonds 51 Florian Rochat, série 7, dossier 3; ainsi que dans: Archives sociales suisses, Fonds Jost von Steiger, Stadt-Land-Initiative, Ar 155.13.9.
- 19 Fressoz et al. (voir note 1), 11.
- 20 Nuno Pereira, *Anti-impérialisme et nouvelle gauche radicale dans la Suisse des années 68*, thèse de doctorat, Lausanne, 2015.